

Suisse



Les recommandations pour les honoraires que les ingénieurs et architectes appliquaient aux collectivités publiques ont été suspendues.

Il n'y a plus de conseils pour les tarifs des ingénieurs

Combien coûte un ingénieur? Les derniers taux conseillés dans le secteur public ont été annulés

Caroline Zuercher

C'est un coup dur pour les ingénieurs et les architectes. A la fin du mois de juin, les recommandations pour les honoraires qu'ils appliquaient aux collectivités publiques ont été suspendues. Fixés en fonction des qualifications du personnel, ces taux servaient de référence dans les procédures de gré à gré (sans publication d'appel d'offres). Ils étaient adoptés chaque année par la KBOB, qui regroupe les maîtres d'ouvrage publics (offices fédéraux, cantons, villes, écoles polytechniques fédérales...)

La décision a été prise à la fin du mois de juin par la KBOB. Avant cela, le secrétariat de la Commission de la concurrence (Comco) avait tiré la sonnette d'alarme. «De façon générale, les recommandations sur les prix sont problématiques eu égard à la Loi sur les cartels. Le Tribunal fé-

déral a jugé l'an dernier qu'en principe, et indépendamment de leurs effets, des accords sur les prix étaient illicites», explique son vice-directeur, Frank Stüssi.

La KBOB est intervenue avant qu'une enquête ne soit ouverte, et les professionnels ne peuvent pas faire recours. De leur côté, c'est l'incompréhension. «Il ne s'agissait pas de tarifs fixes mais de recommandations sur la base desquelles des négociations étaient menées», souligne Mario Marti, secrétaire de l'Union suisse des sociétés d'ingénieurs-conseils. Nous n'y avons jamais vu un problème de cartel!»

Crainte d'une sous-enchère Des ingénieurs craignent désormais que les prix ne dégringolent. «Comme les frontières sont ouvertes, on pourrait assister à une sous-enchère», avertit Philippe Vogel, secrétaire général de l'Union patronale des ingénieurs et architectes vaudois.

Alberto Pedulla, directeur adjoint du bureau SD Ingénierie et membre du comité de l'Association genevoise des ingénieurs, renchérit: «La référence aux taux KBOB était un gage de qualité et permettait aux mandataires de vérifier que les salaires horaires étaient corrects. Ceux-ci pou-

vaient facilement se douter, par exemple, qu'un bureau effectuait de la sous-traitance à l'étranger. A l'avenir, on proposera toujours plus souvent un tarif global pour une prestation.»

Le contexte général explique aussi cette réaction. Ces recommandations tarifaires étaient les dernières disponibles pour les ingénieurs, note Philippe Vogel: «Celles de la Société suisse des ingénieurs et des architectes (SIA) ont déjà été mises à mal par la Comco.» Les honoraires baissent depuis plusieurs années et les professionnels romands redoutent que la nouvelle Loi sur les marchés publics, en discussion à Berne, n'augmente la pression.

Comment va-t-on facturer le travail d'un ingénieur? La décision de la KBOB concerne les petits mandats, précise Mario Marti. Les grands chantiers font l'objet d'appels d'offres et d'une négociation plus globale. Selon nos informations, certains ingénieurs utilisaient toutefois les recommandations dans tous les cas. Se retrouvent-ils démunis? «Ils connaissent leurs honoraires et, pour eux, ce n'est pas dramatique, relativise le Mario Marti. Mais les maîtres d'œuvre pourraient être plus ennuvés.»

Le loup va jouer sa peau aux Chambres fédérales

La révision de la Loi sur la chasse veut assouplir les règles d'abattage, au grand dam des défenseurs de la nature

Les Cantons doivent pouvoir réguler les populations de loups de manière préventive, et non plus seulement abattre des individus isolés ayant provoqué des dégâts. Telle est la volonté du Conseil fédéral, qui a transmis mercredi au parlement sa révision de la Loi sur la chasse. Autrement dit, les autorités n'auront plus à prouver et chiffrer un dommage imputé au prédateur - par exemple la mort de vingt-cinq moutons en un mois dans un espace sécurisé - pour agir. Ils n'auront plus besoin non plus d'obtenir l'assentiment préalable de Berne. Une consultation de l'Office fédéral de l'environnement suffira.

«C'est un pas important dans la bonne direction», réagit le conseiller aux Etats Beat Rieder (PDC/VS), auteur d'une des nombreuses interventions parlementaires exigeant un assouplissement des règles en vigueur. Le sénateur attend toutefois de pouvoir examiner le texte en détail avant de se prononcer. Il pressent d'après discussions aux Chambres: «Est-ce que la Suisse pourra faire cela tout en restant signataire de la Convention de Berne (*ndlr: relative à la conservation de la vie sauvage en Europe*)? Ce sera un point délicat.» A ses yeux, notre pays ne doit pas hésiter à dénoncer cette convention s'il ne parvient pas à régler le problème du loup.»

Jean-Pascal Gendre, président de la direction du groupe CSDIn- génieurs, détaille: «Ces taux étaient établis par des personnes travaillant dans le service public et non par la profession. C'était une sécurité, notamment pour les petites communes, qui n'ont pas toujours des spécialistes pouvant discuter les prix.»

«Sans tarifs de référence officiellement reconnus, on naviguera désormais à vue», confirme Patrick Vallat, directeur d'un bureau de conseil en gestion de projets publics et président du Conseil communal de Gland. «Pour contourner cette difficulté, cela incitera davantage les communes à mettre en concurrence les petits mandats ou à demander différents devis», estime-t-il. La KBOB, de son côté, analyse si des solutions de remplacement sont possibles.

Conseil de l'Europe d'ici à juillet 2018. Une demande analogue de la Suisse avait été rejetée en 2006.

Pour l'heure, le gouvernement estime avoir exploité au maximum sa marge de manœuvre. Les tirs de régulation doivent s'avérer nécessaires «pour prévenir des dégâts considérables ou un danger concret pour l'homme». Et ce lorsqu'il apparaît «que des mesures de protection raisonnables ne sont pas suffisantes.» En outre, l'abattage ne doit pas mettre en danger la population concernée. Pas question non plus d'autoriser la chasse toute l'année, comme le réclamaient certaines voix à Berne: les tirs ne pourront être décrétés qu'entre le 16 septembre et le 31 janvier.

«Est-ce que la Suisse pourra faire cela tout en restant signataire de la Convention de Berne?»

Beat Rieder Conseiller aux Etats (PDC/VS)

Dans le camp des défenseurs de la nature, c'est l'incompréhension. Le WWF, Pro Natura et l'association BirdLife estiment que le cadre légal actuel est adéquat et redoutent l'attitude des cantons concernés. «Décimer des espèces protégées sans qu'il n'y ait eu de dommages concrets serait un grave recul.» Quant aux menaces qui planent sur la Convention de Berne, ces trois organisations les jugent dangereuses: «On a tendance à oublier que ce traité international protège une grande quantité d'espèces, ajoute Pierrette Rey, porte-parole du WWF Suisse. Y renoncer serait catastrophique pour la biodiversité, qui va déjà très mal dans notre pays.» Patrick Manoy

Air Berlin, la septième compagnie d'aviation européenne, semble sur le point de tomber en faillite plus rapidement que prévu. Le gouvernement allemand avait apporté sa propre garantie pour un crédit relais à hauteur de 150 millions d'euros (*lire notre édition du 19 août*). Ce coup de pouce financier devait assurer la survie du transporteur jusqu'à la fin du mois de novembre.

Or, le déclin s'accélère. La lutte pour la reprise des meilleurs slots (créneaux horaires pour les décollages les moins encombrés) d'Air Berlin devient torride. Elle oppose notamment EasyJet à Lufthansa. Son issue aura un effet direct sur le prix des vols desservant les trois aéroports suisses.

A en croire la *Süddeutsche Zeitung* de mercredi, l'octroi de ce crédit relais était assorti de règles douloureuses: son bénéficiaire a certes accès à la somme prêtée, mais pas aux revenus provenant des réservations sur des vols à ve-



Le loup pourrait perdre son statut d'espèce «strictement protégée».

Economie

L'ambition suisse d'un géant américain

La multinationale Johnson & Johnson veut croître grâce à l'acquisition en juin du bâlois Actelion pour 30 milliards de dollars

Gabriel Sassoon Zurich

Le géant de la santé américain Johnson & Johnson est convaincu que son avenir en Suisse sera «durable». Le rachat du joyau bâlois de la pharma Actelion, en juin, doit y contribuer. Mercredi, la multinationale, qui commercialise les marques Neutrogena et Le Petit Marseillais, a convié les médias pour rappeler ses ambitions à la suite d'une acquisition qui a fait couler beaucoup d'encre, notamment en raison du prix de la transaction: 30 milliards de dollars (29 milliards de francs).

«Notre objectif est de croître, non pas de réaliser des synergies», a déclaré Ludo Ooms, directeur de Janssen-Cilag, la filiale zougnoise de Johnson & Johnson qui a absorbé Actelion. Le responsable a indiqué que l'intégration «suivait son cours». «Il y a des incertitudes parmi les collaborateurs d'Actelion, que nous nous efforçons de dissiper. Il y a eu une dizaine de départs volontaires depuis le rachat.»

Accélération prévue

Johnson & Johnson vise une accélération de la croissance à court et à long terme de sa nouvelle firme bâloise spécialisée dans le traitement des maladies rares et connue pour ses médicaments contre l'hypertension artérielle pulmonaire. D'ici à 2015, la firme compte doubler le nombre de patients traités dans le monde, estimé à 20 000 aujourd'hui. La maison mère compte sur sa présence mondiale pour conquérir

de nouveaux marchés, en Amérique latine et en Asie, entre autres.

Basé aux Etats-Unis, le mastodonte Johnson & Johnson compte plus de 126 000 employés dans le

monde. Il occupe le 5e rang mondial dans le domaine pharmaceutique. Il produit aussi des appareils médicaux et des produits de consommation de la santé. Fondé

Long congé paternité

● Mercredi, le géant de la santé Johnson & Johnson a annoncé qu'il allait mettre en place un congé paternité de huit semaines pour tous ses employés à travers le globe, au lieu des deux semaines prévues actuellement. Cela concerne donc les 4244 collaborateurs (pour 2677 employées) travaillant pour le groupe en Suisse. Le congé pourra être pris dans l'année qui suit une naissance ou une adoption, a détaillé Brandi Marsh, directrice des ressources humaines du groupe pour la Suisse. Cette nouveauté sera

mise en place dès la fin de l'année.

Les 160 organisations «pour le congé paternité» se sont réjouies de cette nouvelle, qui va plus loin que les quatre semaines que réclame leur initiative fédérale, déposée en juillet. La Suisse reste le dernier pays d'Europe à ne pas avoir instauré un congé parental ou paternel au niveau national. Un père peut ne pas travailler pendant une journée après la naissance de son enfant, mais celle-ci est prélevée comme un jour de congé usuel, comme lors d'un déménagement. **G.S.**

Le duel EasyJet-Lufthansa aura des effets sur les prix

La faillite menace Air Berlin plus vite que prévu. La lutte pour la reprise de ses créneaux horaires devient torride

«Celles-ci seraient virées sur un compte ouvert pour assurer le remboursement de clients au cas où des vols seraient annulés. Cette disposition accentue manifestement le manque d'argent de l'entreprise», relate le quotidien nicois. Des difficultés à payer une grande partie des salaires et des factures sont aussi évoquées dans l'article.

Genève Aéroport nous a cependant confirmé hier qu'Air Berlin s'acquittait toujours de ses taxes d'atterrissage. Les créanciers de la compagnie se réunissent néanmoins aujourd'hui pour la première fois. Une semaine après l'annonce officielle de l'insolvabilité de la société, ils se consultent sur sa venue.

Du fait de la déconfiture d'Air Berlin, des centaines de slots se libéreront prochainement en Allemagne, principal marché européen avec la Grande-Bretagne. EasyJet y brille encore par sa relative absence. Mais cela ne peut plus durer, aux yeux de nombreux experts. La compagnie britannique transporte actuellement des passagers entre tous les Etats membres de l'Union européenne et la Suisse. Elle peut aussi étendre son offre à des vols domesti-

ques à l'intérieur de chacun de ces pays. Mais ce régime tombera à l'eau en mars 2019, lorsque le Royaume-Uni sortira de l'Union. Et, à ce jour, les parties ne se sont encore entendues sur aucune solution de rechange.

EasyJet semble incliner à l'anticipation. Le transporteur, domicilié à Luton et coté à la Bourse de Londres, a en effet manifesté son intention, le mois dernier, de se doter d'une nouvelle base opérationnelle à Vienne. Aux activités autrichiennes s'ajoutera le vaste réseau opérationnel en Suisse: 80 destinations au départ de Genève Aéroport, près de 60 de Bâle et neuf de Zurich. Cette configuration, et les gros investissements qui lui sont associés, pousse fortement EasyJet à développer de féroces appétits en Allemagne.

Le dépeçage imminent d'Air Berlin soulève également des questions hautement politiques, un mois avant les élections fédérales allemandes. Des politiciens se mobilisent ainsi pour mettre en évidence le risque d'une prise de contrôle trop importante du marché allemand par le groupe Deutsche Lufthansa AG. Ils craignent un effet direct sur les prix. Si EasyJet tire son épingle du jeu dans le

dépeçage d'Air Berlin, un supplément de concurrence favorisera une baisse des prix. Ceux-ci seront en revanche poussés à la hausse si Deutsche Lufthansa AG accroît encore ses parts de marché outre-Rhin.

Les usagers de Genève Aéroport sont aussi directement concernés. Même si l'offre d'Air Berlin n'y excède pas plus de trois vols par jour pour Düsseldorf, EasyJet pourrait être tenté par une offensive sur l'Allemagne, associée à des tarifs forcément très attractifs, au moins à court terme.

Les chances de Deutsche Lufthansa AG de rafter tous les slots stratégiques d'Air Berlin ne sont toutefois pas si minces. Une extension des forces de ce géant peut en effet inspirer l'espoir de l'effondrement le moins douloureux possible pour Air Berlin. Plus de 8500 postes de travail sont en effet en jeu. Et si le leader allemand accroît encore davantage son assise sur le marché outre-Rhin, il y réduira certes le degré de concurrence potentielle, mais augmentera ses capacités d'amortissement pour l'intégration d'une partie du personnel d'Air Berlin dans ses rangs.

Philippe Rodrik

Tamedia créé un nouveau pôle de médias à Lausanne

Le groupe de presse a décidé de concentrer dans la capitale vaudoise les rubriques Monde, Economie, Suisse et Sport

Au lendemain de l'annonce du regroupement entre 20 minutes et Le Matin, Tamedia a détaillé hier une nouvelle réorganisation de trois de ses principaux titres publiés en Suisse romande. Le Matin Dimanche, La Tribune de Genève et Claude Ansermoz succèdera à Thierry Meyer à la tête de 24 heures. Tamedia sera ainsi doté de trois «centres de compétences» en Suisse (Lausanne, Berne et Zurich) produisant des contenus suppragéographiques. Les contours exacts de cette réorganisation seront précisés dans les trois mois à venir, a indiqué hier, devant les rédactions des trois titres concernés, Serge Reymond, responsable du secteur Médias payants de l'ensemble du groupe Tamedia.

Réagissant de manière critique à cette réorganisation, Micheline Calmy-Rey considère que «les nouvelles locales, à Genève, sont très souvent imbriquées avec celles de la Genève internationale ou

internationale reste le fer de lance non seulement du canton mais aussi de la Suisse.»

Les syndicats Impressum et Syndicom se déclarent de leur côté inquiets quant au sort de la pluralité des médias. «Pour garantir un paysage médiatique diversifié, il ne suffit pas de réutiliser des contenus identiques dans différents titres et de les recycler dans d'autres journaux ou sur d'autres portails en ligne», estime Syndicom.

Le paysage médiatique subit depuis de nombreuses années d'importants remous, dus à la digitalisation de plus en plus marquée des médias. Le secteur doit aussi composer avec une baisse régulière des recettes publicitaires, qui migrent ailleurs. Coté en Bourse, Tamedia doit détailler mardi prochain ses chiffres semestriels. **Roland Rossier**

Lire aussi en page 16

Argent Les marchés boursiers

Indices boursiers					
INDICE	CLÔTURE	VAR.*	INDICE	CLÔTURE	VAR.*
SPI	10218.79	▼ -0.09%	Stoxx 50	3040.90	▼ -0.48%
SMI	8958.49	▼ -0.06%	Dow Jones	21859.54	▼ -0.18%
CAC 40	5115.39	▼ -0.32%	Nasdaq	6287.76	▼ -0.15%
FT 100	7382.65	▼ +0.01%	Nikkei	19434.64	▲ +0.26%
Xetra DAX	12174.3	▼ -0.45%	Shanghai comp.	3443.14	▼ -0.08%
Euro Stoxx 50	3438.63	▼ -0.49%	Bovespa	70348.85	▲ +0.48%

*VAR = Variation par rapport à la veille

SMI (Swiss Market Index)							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
ABB N	72.23	+0.1	+4.6	Richemont N	84.00	+0.3	+41.9
Adecco N	21.25	0.0	+26.0	Roche BJ	242.90	0.0	-0.2
CS Group N	14.35	-0.1	+23.7	SGS N	2155.00	-0.3	-0.6
Geberit N	44.70	-2.2	+3.9	Sika P	6735.00	+0.5	+45.2
Givaudan N	195.30	-0.0	-4.4	Swatch Group P	34.30	+0.1	+42.5
Julius Baer N	53.55	-1.6	+32.9	Swiss Life N	374.70	-0.4	+42.4
LafargeHolcim N	58.10	-0.2	+13.3	Swiss Re N	88.60	-0.2	+8.6
Lonza Group N	233.70	-0.3	+33.2	Swisscom N	482.70	+0.4	+3.0
Nestlé N	82.05	+0.1	+5.5	UBS N	16.09	-0.2	+1.4
Novartis N	80.55	+0.1	+2.7	Zurich Ins. N	293.00	+0.1	+8.2

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Valeurs romandes importantes							
TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**	TITRE	CLÔTURE	VAR.*	VAR.**
Addex	216	-0.5	-25.8	Kudelski	12.35	0.0	-3.75
APGSGA	412.75	-0.6	+21	Lem	1201.00	-0.6	+2.21
BCGE	161.20	-0.5	+13.4	Logitech	33.95	+0.1	+63.2
BCV	695.00	-0.1	+71	Pargesa	78.85	-0.6	+17.3
EdmondRothschild	16005.00	-3.0	+16.8	RomandeEnergie	1298.00	+0.1	+27.3
Bobst	112.50	+1.4	+10.70	Swissquote	35.00	+2.2	+35.1
Ca.Fin.Tradition	87.90	-0.1	+25.6	Temesos	94.25	-0.3	+64.2
Aevis	58.05	+0.1	+9.4	VaudoloisAssur.	52.00	-0.1	+4.0
GroupeMinoteries	375.00	+1.5	+17.2	Vetropack	2080.00	-0.0	+36.4

*VAR = Variation par rapport à la veille **VAR = Variation sur un an

Métaux précieux				Monnaies (Billets)			
ACHAT	VENTE	ACHAT	VENTE	ACHAT	VENTE		
CHF/Kg	CHF/Kg	USD/Oz	USD/Oz	USD/Oz	USD/Oz		
Or	39745.00	40245.00	1288.40	1289.20	Euro	11140	11760
Ag	521.00	536.00	17.00	17.05	Dollar US	0.9390	1.0110
Vreneli	228.00	256.00			Livre Sterling	1.1970	1.3010
Pétrole				Dollar Canadien			
CLÔTURE				PRÉC.			
Mazout 100l à 15° (crucifix/cadafi)	76.8	76.2		100 Yens	0.8595	0.9235	
Essence 1 litre (p 95)	1.52	1.52		100 Cour. suéd.	11.6400	12.5200	
Brent (Brut en USD par baril)	51.81	51.58		100 Cour. norvég.	11.8900	12.7700	
				100 Cour. dan.	14.8800	15.9800	

Retrouvez la Bourse en direct sur www.24heures.ch/bourse

FINANZ und WIRTSCHAFT

PUBLICITÉ

Augmentez vos chances de succès.

ECOLE LEMANIA

• MATURITÉ SUISSE
• BACCALAURÉAT FRANÇAIS

Inscriptions jusqu'au 10 septembre

021 320 15 01

admissions@lemania.ch

ECOLE LEMANIA
FONDÉE EN 1908

www.Lemania.ch